

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 23/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DARAMIC SAS**

25 RUE WESTRICH- BP 90149

67603 SELESTAT

Code AIOT : 0006700478

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2024 dans l'établissement DARAMIC SAS implanté 25 RUE WESTRICH - 67603 SELESTAT. L'inspection a été annoncée le 22/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DARAMIC SAS
- 25 RUE WESTRICH - BP 90149 - 67603 SELESTAT
- Code AIOT : 0006700478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DARAMIC est spécialisée dans la production de membranes plastiques à usage de séparateurs dans les batteries d'accumulateurs en polyéthylène utilisées dans les véhicules automobiles, chariots élévateurs... . L'activité de production utilise des produits contenant des solvants d'extraction de l'huile (hexane) et des agents mouillants (éthanol) générant des rejets de COV.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Air
- AN24 Air COV

- ATEX
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 25/03/2022, article 3	Sans objet
2	Qualité des eaux souterraines	Code de l'environnement du 29/12/2023, article L.512-46	Sans objet
3	Suivi de l'efficacité du dispositif de confinement des eaux souterraines	AP Complémentaire du 03/10/2002, article 9.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 03/10/2002, article 8.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé des observations susceptibles de suites administratives et qui nécessitent des actions correctives sous délai maîtrisé.

Toutefois, au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et des actions engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives dans l'immédiat.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche de mise en conformité, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour lever les dysfonctionnements et répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/03/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la dépollution de la zone EXA 1
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant remet à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de l'impact sur l'environnement de la fuite ; cette étude devra notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un état des lieux concernant le terme source de la fuite : nature et quantité de produits concernés ;</li> <li>• Une évaluation de la nature et des quantités de produits / produits de décomposition / de dégradations susceptibles d'avoir été émis dans les sols et les eaux, compte tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans l'incident ;</li> <li>• La détermination de la ou les zones maximales d'impact au regard des cibles/enjeux en présence ;</li> <li>• Un inventaire des cibles/enjeux potentiels exposés aux conséquences de la fuite (habitations, établissements recevant du public, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...) ;</li> <li>• Une proposition de plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées dans l'inventaire prescrit ci-dessus (privilégier dans un premier temps quelques points de prélèvements sur des zones à enjeux sanitaires (jardins potagers, cultures, zones de pâturage) puis dans un second temps, élargir les prélèvements sur les matrices qui vont répondre au marquage environnemental de la zone et éventuellement à la compréhension de la chaîne de contamination des milieux). Ce plan prévoit également des prélèvements dans une zone estimée non impactée par le sinistre qui sera utilisée comme zone témoin ;</li> <li>• Les résultats d'analyses commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits diffusés ;</li> <li>• La proposition d'un plan de gestion en cas d'impact révélé par les mesures réalisées ;</li> <li>• Une évaluation de l'efficacité de la barrière hydraulique en place sur l'installation, et la proposition de mise en place et/ou d'amélioration du système de dépollution actuellement en place. »</li> </ul>
<b>Constats :</b>

Pour mémoire, une fuite accidentelle est survenue fin mars 2021 sur une cuve enterrée d'hexane sise sur l'installation. L'examen des résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines a révélé que les ouvrages MW2 et MW3 situés en limite de propriété et en aval hydraulique éloigné de la cuve défaillante mettent en évidence des teneurs pour les composés recherchés dont l'hexane. Aucun élément objectif n'a permis d'exclure une pollution affectant le milieu environnement et l'utilisation d'eaux souterraines par les tiers à l'aval hydraulique. Des investigations complémentaires apparaissaient nécessaires. Ainsi, compte-tenu des risques de pollution du milieu environnant, en particulier des eaux souterraines, un arrêté préfectoral complémentaire daté du 25/03/2022 a prescrit notamment à l'exploitant de produire un rapport circonstancié des faits et de proposer des mesures permettant d'en évaluer les impacts et de déterminer les travaux de dépollution à entreprendre.

L'exploitant a remis le 10/10/2022 l'étude sur l'impact environnemental et sanitaire de la fuite d'hexane de la cuve enterrée TK519.

De plus, l'exploitant a réalisé un diagnostic complémentaire début 2023 comprenant une campagne de prélèvements de sol, d'eaux souterraines et de gaz du sol et un traçage au sel dans les conduites de rejet. Le rapport de synthèse et d'interprétation a été remis le 05/04/2023. En conclusion de ce rapport, l'hypothèse d'un colmatage du puits PD2017 a été émise du fait d'une influence piézométrique sur les piézomètres proches en diminution depuis 2017. Pour statuer sur cette hypothèse, une inspection télévisuelle du forage PD2017 ainsi qu'un pompage d'essai par paliers ont été réalisés en mai 2023.

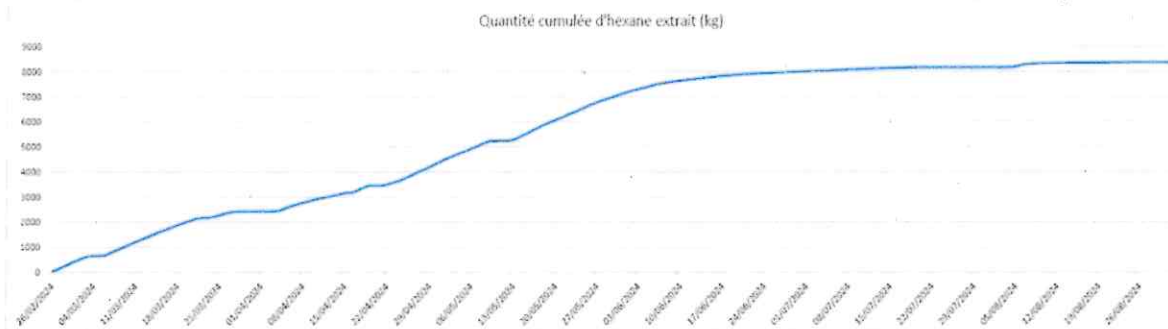
Concernant la dépollution de la zone EXA 1, l'exploitant informe de la mise en route de l'installation Venting-Sparging, depuis février 2024.

La méthode de traitement de la pollution par venting (ou "aération") et par sparging (ou "stripping") est une technique qui consiste à éliminer les polluants volatils de l'eau ou du sol en injectant de l'air ambiant.

L'installation de dépollution est composée de 10 forages :

- 4 forages d'une profondeur de 10 m pour l'injection de l'air ;
- 6 forages d'une profondeur de 3 m pour l'aspiration des vapeurs d'hexane.

En séance, la société en charge de la dépollution EXA 1 présente, le graphe de la quantité cumulée d'hexane extraite à date. Au 31/08/2024, la quantité d'hexane extraite s'élève à 8,39 tonnes, soit environ 12 690 litres.



Dans le dernier rapport mensuel d'août 2024, il est relevé :

« L'installation de Venting-Sparging fonctionne correctement. Après une forte hausse de la teneur en hexane aspiré lors du redémarrage avec un retour à des teneurs en hexane de l'ordre de 35% LIE, la concentration en hexane s'est stabilisée après 4 à 5 jours autour de 2% LIE. »

En effet, l'exploitant signale que l'installation a été arrêtée cet été pendant deux semaines entre le 20 juillet et le 05 août 2024, lors de l'arrêt de maintenance de l'unité de production EXA 1. Pour rappel, l'évacuation des gaz est dirigée vers les filtres de l'unité de production EXA 1.

Les chaleurs de l'été 2024 ont été favorables aux bonnes performances d'extractions.

L'installation est prévue pour fonctionner pendant 12 mois et à date, l'arrêt est programmé pour le mois de février 2025.

De plus, à l'arrêt de l'installation, l'exploitant adressera à l'inspection un bilan de fonctionnement

et les suites envisagées.

Les dispositions minimales suivantes seront à mettre en œuvre :

- démarrage de la phase test d'arrêt de la station de dépollution sur une période étendue à 3 années complètes et poursuite du programme de surveillance avec les paramètres prescrits à l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/10/2002 ;
- aucun démantèlement de la station de dépollution pendant la phase test ;
- envoi à l'inspection d'un bilan triennal de l'auto-surveillance des eaux souterraines 2025-2027 ;
- ...

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection rappelle qu'elle demande à être destinataire, au fil de l'eau, des rapports mensuels du suivi de la dépollution de la zone EXA.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Qualité des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 29/12/2023, article L.512-46

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi de la dépollution de la zone EXA 2

**Prescription contrôlée :**

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Par courrier du 08/04/2024, l'exploitant a porté à notre connaissance la survenue d'un impact du sol par hexane au droit de la cuve enterrée TK5230 sur la ligne EXA 2.

Dans le cadre de la surveillance environnementale du site, l'exploitant a mis en place un piézomètre entre les lignes EXA 1 et EXA 2. Cet ouvrage de prélèvement des eaux souterraines a permis de mettre en évidence un impact par de l'hexane.

L'exploitant confirme, qu'à ce jour, la barrière hydraulique présente sur le site est toujours en fonctionnement et permet de garantir l'absence d'impact en dehors du site. Les eaux souterraines sont confinées par le puits de pompage.

Compte tenu de l'impact mis en évidence sur le nouveau piézomètre, l'exploitant indique qu'il a identifié quatre zones d'impact potentiel :

- « l'impact s'expliquerait suite à une fuite d'hexane au niveau des installations de stockage de produits de la ligne 1 en 1982 (EXA 1). Cette hypothèse semble peu probable au vu du sens d'écoulement des eaux souterraines (pour rappel, le sens d'écoulement des eaux souterraines est dirigé vers le Nord-Nord-Est) et les concentrations mesurées sur les sondages au sud de la zone EXA1 sont plus faibles que celles mesurées dans le nouveau piézomètre ;
- l'impact serait lié à la cuve TK5230 de sécurité (à noter qu'une inspection de cette cuve sera réalisée) ;
- l'impact serait lié à la cuve TK hexane avec une alerte en 2004 (opération réalisée : suppression du TK et création d'une fosse pour accueillir un nouveau TK) ;
- l'impact proviendrait de la zone TK OXE avec une alerte en août 2023 (by pass du TK sans confirmation de fuite). A noter qu'une recherche de fuite est en cours au niveau de cet ancien réservoir ;

- *l'impact serait à mettre en relation avec la fuite du bac de rétention du tunnel EXA 2 ou de la distillerie EXA 2. Cette hypothèse paraît peu probable. ».*

Par ailleurs, sur la base de ces hypothèses, l'exploitant indique qu'il est en cours de formalisation d'une commande auprès d'un bureau d'études certifié par le LNE (NF X 31-620) pour la réalisation d'un diagnostic complémentaire sur les sols, les gaz du sol et les eaux souterraines.

L'exploitant envisage la réalisation de travaux de démantèlement des anciennes cuves enterrées EXA 2 pour le mois de septembre 2024 ce qui lui permettra également de confirmer les données et résultats du diagnostic.

Les investigations complémentaires proposées par l'exploitant, apparaissent nécessaires. Compte-tenu des risques de pollution du milieu environnant, en particulier des eaux souterraines, l'inspection a proposé un arrêté préfectoral complémentaire (APC) prescrivant notamment à l'exploitant de produire un rapport circonstancié des faits et de proposer des mesures permettant d'en évaluer les impacts et de déterminer les travaux de dépollution à entreprendre.

Aussi, par lettre recommandée datée du 06/09/2024, l'exploitant a été rendu destinataire du projet d'APC annoncé en séance par l'inspection.

Un délai de quinze jours est accordé à l'exploitant pour produire ses éventuelles observations sur le projet d'APC. Sans réponse de sa part à ce terme, il sera considéré qu'il n'a pas d'objections et l'arrêté correspondant lui sera notifié.

Post-visite, par courriel du 16/09/2024, l'exploitant a adressé les éléments suivants :

« Nous avons mandaté la société (extérieure) pour établir le diagnostic environnemental. Au vu des premiers forages, il y a lieu de faire des forages complémentaires. L'ensemble du diagnostic doit être finalisé avant fin décembre 2024. Nous lancerons les travaux à réaliser dans la foulée. Nous prévoyons d'ores et déjà, le démontage des anciennes cuves enterrée sur les mois de Novembre / Décembre 2024. »

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'inspection rappelle qu'elle demande à être informé de l'évolution de ce nouveau dossier de dépollution de la zone EXA 2, au fil de l'eau.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Suivi de l'efficacité du dispositif de confinement des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 03/10/2002, article 9.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi de l'efficacité du dispositif de confinement des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

« (...) L'exploitant est autorisé à prélever dans la nappe, l'eau utilisée à des fins industrielles, à raison d'un volume annuel maximal de 76 000 m<sup>3</sup> (volume modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/10/2020). De plus, dans le but d'éviter la migration des eaux souterraines contaminées vers l'aval, un pompage dans la nappe d'un débit instantané de 80 m<sup>3</sup>/h est autorisé pour maintenir une barrière hydraulique.

... Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. (...) »

**Constats :**

Pour mémoire, le nouveau puits de pompage est en service depuis juin 2017 et la première pompe assure un débit de 75 m<sup>3</sup>/h. Une deuxième pompe assure le complément pour l'eau de process. Les deux pompes permettent de maintenir la barrière hydraulique avec un débit instantané de

80 m<sup>3</sup>/h.

Lors de la visite sur site, l'inspection constate que le débitmètre installé sur la première pompe indique bien le débit de plus de 75 m<sup>3</sup>/h annoncé. Le volume d'eau de process est mesuré par un compteur d'eau qui est relevé périodiquement par l'exploitant.

À la demande de l'inspection, post-visite, par courriel du 11/09/2024, l'exploitant a adressé le suivi journalier du pompage principal depuis septembre 2023 à jour de l'inspection.

L'analyse de ce suivi montre que l'installation a été mise à l'arrêt le 24/04/2024 pour l'inspection de la canalisation.

L'exploitant indique que des travaux à proximité du réseau, ont conduit le service de maintenance à couper le pompage du dispositif de confinement des eaux souterraines.

L'inspection demande à l'exploitant de lui apporter un peu plus d'explication au sujet de cet arrêt, car elle n'arrive pas à comprendre la motivation du service de maintenance.

Après vérification du plan des réseaux, il apparaît que l'eau de pompage du dispositif de confinement des eaux souterraines est envoyé dans un réseau d'eaux pluviales qui est relié à des puits d'infiltration, avant de rejoindre le ruisseau « Giessen ».

L'inspection interroge l'exploitant sur la présence de ces puits d'infiltration dans la zone de la barrière hydraulique.

L'inspection rappelle l'obligation de maintenir la barrière hydraulique avec le débit total instantané de 80 m<sup>3</sup>/h.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser, sous un délai n'excédant pas 3 mois, une étude hydraulique sur le réseau qui permet d'évacuer l'eau de pompage du dispositif de confinement des eaux souterraines vers le ruisseau « Giessen ».

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 03/10/2002, article 8.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Composés Organiques Volatils (COV)

**Prescription contrôlée :**

« Les effluents gazeux canalisés des deux lignes d'extraction à l'hexane font l'objet, avant toute dilution, d'un contrôle continu et d'un contrôle, à une fréquence annuelle, par un organisme indépendant de l'exploitant. (...) »

**Constats :**

L'exploitant présente la liste des matières premières et des produits d'exploitation. Seul deux produits contiennent des solvants : « Hexane » et « Agent Mouillant A ». Sur site, l'étape d'extraction nécessite l'utilisation de produits contenant des solvants. L'usine de production est équipée de 2 lignes d'extraction EXA 1 et EXA 2 qui comprennent principalement, un tunnel d'extraction d'huile par de l'hexane et un four de séchage. Le four comprend deux zones de séchage séparées par 1 zone de transition dénommée Joint gaz. C'est dans la première zone que l'essentiel de l'hexane contenu dans la nappe à base de polyéthylène est évaporé. Après séchage, le film en polyéthylène est dirigé vers le bâtiment principal où il est enduit d'un agent mouillant, produit contenant de l'éthanol. L'analyse du procédé d'extraction permet de lister les émissions atmosphériques émises par cette activité. Il s'agit de :

- rejets atmosphériques canalisés et diffus d'hexane lors du bain d'extraction et dans le 1<sup>er</sup> four de séchage ;
- rejets atmosphériques canalisés d'éthanol dans le 2<sup>ème</sup> four de séchage.

L'exploitant a réalisé un Plan de Gestion de Solvants (PGS), permettant d'établir les flux de COV au sein des installations d'extraction. Pour l'année 2023, le bilan est le suivant :

Flux (en t/an)		Type de COV		
		Hexane t	Ethanol t	Total t
I1	Solvant dans les préparations achetées	68,1	19,01	87,1
I2	Solvant récupéré et réutilisé	88,59	0	88,59
O1	Rejet canalisé	10,45	19,2	29,7
O2	Rejet aqueux	0	0	0
O3	Perte dans les produits finis	38,36	0	38,36
O4	Emissions non captées	19,1	0	19,1
O5	Perte par réaction dans le procédé de traitement	0	0	0
O6	Solvant contenu dans les déchets	0	0	0
O7	Solvants vendus	0	0	0
O8	Solvants récupérés	0	0	0
O9	Autres	0	0	0

Au cours des dernières années, l'exploitant a mis en place les améliorations suivantes :

- En 2023 : l'exploitant a remplacé le charbon actif de sa ligne EXA 2. Ce changement a permis de réduire les émissions dans l'atmosphère avant changement, la moyenne était de 16,6 ppm et après à 5,2 ppm. L'usine a tourné 55 jours de moins qu'en 2022 et 74 de moins qu'en 2021. En prévision de 2024, 1 cuve enterrée pouvant contenir un mélange huile et de solvant a été remplacée par une cuve en fosse étanche. Les incidents ou presque incidents étant mieux déclarés, les analyses associées et les plans d'actions issus de ces analyses ont permis de ne pas déplorer de fuite en 2023
- En 2023, toutes les cuves enterrées de process EXA 2 hors cuve de sécurité seront remplacées par des cuves en inox et placées dans un bassin étanche permettant les détections de fuites grâce aux mesures en continu d'atmosphère (analyseurs). Ces travaux à l'EXA 2 sont identiques à ceux effectués en 2021 pour l'EXA 1. Suite à la découverte d'une fuite d'HEXANE et au démantèlement des installations relatives aux cuves TK 509-519-521-522, l'exploitant a mis en place le traitement de la zone par Venting-Sparging. La mise en route de l'installation date du 22/02/2024. L'hexane ainsi récupéré passe dans le CBED de l'EXA 1 pouvant sensiblement augmenter les rejets atmosphériques tout en restant en dessous des seuils.

L'exploitant procède au contrôle continu de la teneur en hexane en ppm des 2 lignes d'extraction. Elle est fournie par les analyseurs en continu au niveau des salles de contrôle et au niveau des lecteurs à proximité des exutoires des lignes d'extraction.

La valeur limite réglementaire est de 34,2 ppm, équivalente à 110 mg/m<sup>3</sup>.

Le tableau de suivi journalier des rejets des 2 extracteurs, qui présente les valeurs moyennes quotidiennes (de 6 h à 6 h), est transmis chaque trimestre à l'inspection, conformément à l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/10/2002.

L'inspection signale que le tableau du 2<sup>e</sup> trimestre 2024, ne lui a pas encore été adressée.

En séance, l'exploitant s'engage à l'adresser au plus vite.

Post-visite, par courriel du 11/09/2024, l'exploitant a adressé le tableau du 2<sup>e</sup> trimestre 2024.

Par ailleurs, l'exploitant présente un tableau avec les valeurs moyennes quotidiennes entre le 19/08/2024 et le 08/09/2024. Des dysfonctionnements sur la distillerie EXA 2 ont été relevés suite au redémarrage après l'arrêt de l'été. La recherche du dysfonctionnement s'est étalée sur plusieurs jours. Finalement, le dysfonctionnement a été traité après nettoyage du filtre et des conduites.

L'inspection demande que ce dysfonctionnement soit classé en incident ayant pour conséquence des rejets atmosphériques de Composés Organiques Volatils (COV).

Aussi, en application de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, un rapport d'accident doit être adressé aux services de l'inspection. Ce dernier doit préciser, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

L'inspection invite l'exploitant à utiliser la fiche de notification à sa disposition en téléchargement :

<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>

**Ce rapport d'incident est à transmettre à l'inspection, dans les meilleurs délais et sous un délai n'excédant pas 8 jours.**

Post-visite, par courriel du 18/09/2024, l'exploitant a adressé les éléments suivants :

« Afin de clarifier nos procédures d'alerte en cas de dépassement du niveau de rejets en sortie cheminée carbon bed (...). Nous établirons dorénavant une déclaration d'incident dans le futur si :

- notre niveau de rejet ppm Cbed passe au-delà de 68.4 ppm moyenne journalière (seuil arrêté préfectoral 34.2 ppm)
- ou si notre niveau de rejet ppm Cbed passe au-delà de 34.2 ppm moyenne journalière à partir de 4 occurrences sur 10 jours glissant.

Bien entendu nous continuons à vous produire le rapport journalier trimestriel avec l'action corrective pour chaque dépassement qui seraient en dessous des 2 conditions ci-dessus.

Le rapport d'incident de fin août vous sera adressé avant fin de cette semaine. »

Lors de la visite du site, l'inspection constate des déchets de production, à l'extérieur, à proximité du début de l'installation du bain de solvant dans le tunnel d'extraction EXA 1.

L'exploitant indique que ces déchets de production sont issus d'un incident de rupture de nappe.

Une procédure « retrait nappe entrée nappe » est affichée à l'intérieur du bâtiment du tunnel d'extraction EXA 1.

Les déchets de production sont extraits par l'équipe d'intervention et sont jetés hors du bâtiment du tunnel d'extraction EXA 1, pour éviter tout risque d'incendie.

L'inspection note que le risque accidentel est bien géré, mais que le risque chronique l'est moins.

Les Composés Organiques Volatils (COV), encore présents dans les déchets de production, ne sont pas du tout captés et partent directement à l'atmosphère.

L'inspection rappelle l'obligation de prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser, sous un délai n'excédant pas 3 mois, une étude technico-économique sur la réduction des rejets atmosphériques de Composés Organiques Volatils (COV), lors d'un incident de rupture de nappe, ayant pour conséquence des déchets de production.

**Type de suites proposées : Sans suite**

\*\*\*

## ANNEXE 1 : Photos prises lors de la visite du 09/09/2024

### Constat N°4

